COMPOSITION

Les mutations des sociétés

Vous présenterez les mutations des sociétés en prenant comme exemple le cas des mutations sociales en France depuis le milieu du XIXe siècle. Vous présenterez le rôle et la place des immigrés dans les transformations économiques et sociales de la France sur le dernier siècle.

 L’industrialisation de la France qui a correspondu à un enrichissement sans précédent (1850-1975) a entraîné de puissantes mutations de la société. La société terrienne et rurale jusqu’à la fin de la Belle époque (1896-1914) s’est transformée en une société urbaine et industrielle, marquée par la mise en place de la société d’abondance, la « société de consommation ». Aujourd’hui, alors que la crise financière et économique bouleverse durablement et profondément les convictions des Européens, il paraît opportun de se souvenir du mécanisme de ses transformations et du rôle qu’ont pu y jouer les apports extérieurs à la France. Nous verrons donc dans un premier moment les transformations du travail puis dans un deuxième les transformations sociales, avant de voir le rôle joué par l’immigration dans cette période de transformations que fut l’industrialisation.

\* \* \*

 La période de croissance continue qui marque l’industrialisation de la France (1850-1975) s’accompagne de puissantes mutations du travail et de la société. Les mutations du travail sont sans doute les plus visibles. La France hier paysanne et rurale est devenue un pays de services. Comment ces mutations du travail se sont-elles opérées ? C’est la progressive industrialisation des campagnes dans une France encore très malthusienne qui a dégagé le mince exode rural, entraînant les Français des campagnes vers les villes. Les machines agricoles, pourtant encore rares et coûteuses (Achetées notamment par le biais du Crédit Agricole), le choc de la « Grande guerre » qui ouvre les femmes des campagnes au monde des fournisseurs et donc à la ville, contribuent au dépeuplement des campagnes. C’est progressivement la « Fin des paysans » (MENDRAS). Ceux-ci ne représentent plus aujourd’hui que 3% des actifs (Contre 30% en 1955 !). La classe ouvrière, massivement employée comme OS (Ouvriers Spécialisés), structurée autour de syndicats (Confédération Général du travail, CGT) et de partis politiques (SFIO, PCF) représente pendant les « Trente Glorieuses » (1945-1975, Jean FOURASTIÉ) la classe sociale la plus importante (40% de la population active). L’Organisation Scientifique du Travail (OST) de TAYLOR et la travail à la chaîne de FORD ne requièrent qu’une petite population d’ouvriers qualifiés. *Les Temps Modernes* de Charlie CHAPLIN témoignent de la dureté des conditions de travail d’une population qui ne profite que peu aux périodes de croissance. Cependant les « Trente glorieuses » leur permettent d’entrer dans la société de consommation. Progressivement, les différences entre « cols blancs » (Tertiaire) et « cols bleus » (Secondaire) s’estompent. Les employés du Tertiaire (Service) représentent aujourd’hui près de 75% des actifs. Mais il s’agit souvent de travaux peu ou moyennement qualifiés (5% seulement de cadres supérieurs et de hauts fonctionnaires), hier occupés par les titulaires du certificat d’étude, aujourd’hui du Baccalauréat. Seulement 80% d’une classe d’âge arrive au « niveau du Baccalauréat. 50% d’une génération obtient un Baccalauréat général, susceptible d’amener vers les emplois de services administratifs. Mais derrière cette progressive mutation d’une économie à la croissance hier soutenue par l’agriculture aujourd’hui par les services se cachent d’anciennes et fortes interconnections. C’est bien l’industrie qui a porté la mécanisation des campagnes. C’est bien l’agriculture qui soutient aujourd’hui les Industries Agroalimentaires (IAA). Quant aux services et à leur profonde hétérogénéité ils doivent leur importance à l’externalisation des services de l’industrie quand ils ne lui empruntent pas ses méthodes de travail (Employés des *fast food*, sténodactylos à la chaîne dans les bureaux…) : 25% des emplois en France sont directement ou indirectement dépendants du secteur automobile. L’économie est loin d’être post - industrielle. Mais le travail industriel a incontestablement disparu du paysage quotidien des Français : délocalisations (Vers les Pays En Développement, PED) et désindustrialisation (Secteurs peu compétitifs comme les mines ou les industries à faible valeur ajoutée) ont transformé le paysage économique de la France. Le chômage (10%) absent durant les « Trente glorieuses » est devenu depuis les « Chocs pétroliers » (1973-1974 et 1979) un moment presque obligé dans la carrière des Français moyennement ou peu qualifiés.

 Les mutations sociales (et qui dépassent le simple cadre des mutations du travail) ont accompagné évidemment ce siècle et demi d’industrialisation et de croissance. On l’a dit la France est devenue urbaine. Dès le mitan des années cinquante (1950) la population urbaine est plus importante que la population rurale. « L’air de la ville rend libre » dit le proverbe. Même employés de manière précaire ou à des emplois peu qualifiés les jeunes ruraux s’expatrient facilement en ville : les progrès de l’éducation permettent à de nombreux jeunes campagnards de s’installer en ville. Hier c’était le service militaire qui faisait découvrir la ville. Dans les années 1930’ les ruraux s’y installent. Le monde paysan s’étiole doucement tandis que la culture urbaine qui fait une large place à l’épanouissement individuel la remplace. Les solidarités régionales et lignagères s’effacent devant les solidarités professionnelles et politiques. Les syndicats et les partis politiques structurent jeunesse de l’exode rural et immigrés dans une culture commune. C’est la fameuse « classe moyenne » qui émerge en ville. Aujourd’hui 90% des Français déclarent y appartenir, y compris les 10% de ménages les plus riches ! La ville qui brise les vieilles traditions rurales est également le creuset des luttes pour l’amélioration de la condition des femmes. Alors que les paysannes de la « Belle époque » mangeaient debout et après leur mari, leurs filles employées en ville acquièrent le droit de vote (1944), le droit à la contraception (1967, Loi NEUWIRTH), puis le droit à l’Interruption Volontaire de Grossesse (IVG, Loi Simone VEIL, 1975). La loi sur la parité (2000) rappelle que du chemin reste à parcourir : le salaire moyen des femmes est de 25% inférieur à celui des hommes, même quand les qualifications sont les mêmes ! Si les classes sociales (Monde paysan, classe ouvrière) semblent s’être estompées dans la croissance et l’abondance de la société de consommation, d’autres regroupements sociaux se sont opérés. Les jeunes (15 ans-25 ans) par exemple émergent comme groupe social, sinon comme classe sociale. A l’exaltation de la jeunesse des années trente, exaltation commune aux idéologies progressistes (« Front populaire » de 1936-1938 et son sous-secrétariat d’État aux sports et aux loisirs tenu par Léo LAGRANGE) comme fascistes (*Jeunesse Hitlérienne*, *balillas* fascistes et « Jeunes pionniers » soviétiques) succède une revendication « jeune » marquée par une culture (Le *Rock* dans les années soixante et soixante-dix), ou des habitudes de consommation (loisirs, vêtements spécifique, mode spécifique, engouement pour les performances technologiques…). Mais les jeunes sont aussi marqués par une arrivée tardive sur le marché du travail due à une grande défiance du monde de l’entreprise à leur égard, et les années d’activité sont celles des contrats précaires (CDD, Contrats à Durée Déterminée) et du temps partiel. Et les leviers du pouvoir restent aux mains d’hommes âgés : dans la politique comme dans l’encadrement supérieur des entreprises les managers ont du mal à prendre leur retraite…

 Cette croissance due à l’industrialisation est aussi le produit de l’immigration. Pays malthusien, la France a toujours manqué de bras au cours du dernier siècle écoulé. L’immigration a pallié à ce manque de main d’œuvre. Pendant la « Belle époque » (1896-1914) elle est européenne. Belge et luxembourgeoise d’abord, puis polonaise (1900-1914) comme l’atteste la présence d’Apollinaire, par exemple. Les immigrés sont essentiellement employés dans les mines du Nord et de l’Est et dans l’industrie lourde. Les travaux sont pénibles, les salaires faibles. Caractéristiques structurelles de la main d’œuvre immigrée. Jusqu’aux années de crise (1932-1939) l’immigration est encouragée : lois sur la nationalité de 1889, décrets de naturalisation de 1927, immigration italienne des années 1920’. Mais la crise et la montée des fascismes entraine un changement radical de comportements : variable d’ajustement les immigrés sont renvoyés (1932). Vichy (État français, 1940-1944) mène une véritable guerre aux immigrés récents et anciens : on livre alors aux Nazis et aux Phalangistes les immigrés communistes, en France les Juifs étrangers naturalisés en 1927 sont dépouillés de leur nationalité et déportés (Rafle du Vel d’Hiv, juillet 1942). Mais pour violente qu’elle soit (Sur 80,000 déportés 76,000 ne reviennent pas, gazés ou exécutés dans les camps de la mort) la politique de Vichy n’est qu’une parenthèse : les « Trente Glorieuses » (1945-1975) réclament une forte main d’œuvre que la France ne peut fournir seule. Ce sont les anciennes colonies (Maghreb 1950-1980, puis Afrique subsaharienne, 1970-1985) qui vont fournir l’essentiel des travailleurs. Les accords d’Évian (1962) entre le nouvel État algérien et la France assurent à celle-ci qu’elle recevra chaque année un contingent de jeunes hommes pour alimenter son industrie (Et de plus en plus son industrie automobile). Les immigrés même s’ils trouvent facilement à s’embaucher vivent dans des conditions matérielles (Bidonvilles de Nanterre, foyers de travailleurs de Montreuil…) et morales (Familles restées au pays) difficiles. La « crise » (1973-1974) amène les pouvoirs publics à restreindre l’accès au territoire. L’immigration devient alors familiale (Regroupement familial, 1976, Jacques CHIRAC). La France aujourd’hui compte en proportion deux fois plus d’immigrés qu’en 1900 (2/30 habitants contre 1/30). Mais c’est l’ensemble du monde qui s’est ouvert durant la même période. Concentrés dans des quartiers périphériques des grandes villes (les « banlieues »), dans des immeubles d’habitation collective géants et souvent gravement détériorés (HLM), les immigrés et leurs enfants (Français ou naturalisés) se demandent encore quelle est leur place dans la société française qui les a appelé (Mouvement « Les indigènes de la République »). Le réflexe identitaire reste fort, comme partout dans le monde. La montée des partis nationalistes (« Rassemblement Bleu marine », Front national) montre combien ce repli identitaire est partagé.

\* \* \*

 La France hier rurale et paysanne est devenue urbaine et tertiaire grâce à la croissance industrielle. En parallèle elle s’est modernisée en offrant une plus large place aux jeunes et aux femmes, même si la situation reste médiocre mesurée aux pays scandinaves. Dans ces mutations les immigrés, aujourd’hui marginalisés, ont joué un rôle majeur. La place des immigrés en politique (Rama YADE, Rachida DATI, Yasmina BENGUIGUI) témoigne de ce rôle.